



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - RS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Société
DISPEO (ex 3 SUISSSES International) pour son
établissement situé à HEM.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 avril 2012, complété le 12 novembre 2012, autorisant la société 3 SUISSSES INTERNATIONAL dont le siège social est basé 12, rue de la Centenaire 59170 CROIX, à exploiter un entrepôt logistique sis Parc d'activités des 4 vents – 5, avenue Antoine Pinay 59510 HEM ;

Vu le courrier du 10 avril 2013 donnant acte à la société DISPEO du changement d'exploitant de la société 3 SUISSSES INTERNATIONAL à compter du 1^{er} mars 2013 ;

Vu la visite d'inspection du site de la société DISPEO en date du 15 mars 2013 portant sur les prescriptions de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 24 avril 2012 au cours de laquelle il a été constaté des non-conformités au regard de l'article 8.3.3.3 « Document de synthèse » qui prévoit la délivrance d'un rapport final de synthèse de l'étude hydrogéologique ;

Vu le rapport de visite d'inspection du GROUPE 3SI / DISPEO en date du 13 janvier 2014 ;

Considérant que ces non-conformités relevées constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.3.3.3 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant qu'il convient dès lors de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses obligations ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - La société DISPEO, dont le siège social est situé 12, rue de la Centenaire à CROIX (59170), ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter pour le site qu'elle exploite Parc d'activité des 4 Vents - 5, avenue Antoine PINAY à Hem, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'articles 8.3.3.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 avril 2012 :

« Article 8.3.3.3 : Document de synthèse

Un document de synthèse justifiant que les dispositions prévues à l'article 8.3.2 sont respectées est transmis à l'inspection des installations classées sous 3 mois à compter de l'achèvement des travaux d'aménagement. Ce document de synthèse examine également la conformité de l'ensemble des travaux avec les dispositions du plan de gestion.

En cas de modification des dispositions prévues par le plan de gestion, l'exploitant transmet avec le document de synthèse une mise à jour du plan de gestion justifiant que les mesures retenues ne sont pas de nature à remettre en cause ni la protection des intérêts visés au L.511-1 du code de l'environnement ni l'acceptabilité sanitaire de la réhabilitation.

Ces documents sont établis par un bureau d'études indépendant »

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Monsieur le maire de HEM ,

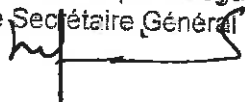
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HEM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 29 JAN 2014

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Marc-Etienne PINAULDT

